# SCIENCES SOCIALES ET DEVELOPPEMENT
## un Programme Pluridisciplinaire

Charles MICAUD

J'ai deux suggestions à présenter : la première est basée sur l'observation faite à l'Université de Tunis il y a quelques années, que beaucoup d'étudiants s'intéressaient peu ou pas aux efforts de transformation des structures économiques et sociales faites par le gouvernement. Or, sans l'adhésion profonde des élites, j'en était convaincu, le développement du pays avait peu de chances de réussir. Ce désintéressement, de même que l'aliénation radicale d'une petite minorité, était probablement basée en grande partie sur l'ignorance des problèmes du développement, leur importance et leur interdépendance. Il fallait un moyen d' « accrocher » les étudiants, ce que la propagande officielle ne pouvait pas réussir à faire. J'ai donc pensé à un programme de cours par films ou télévision, qui donnerait, d'une façon aussi concrète que possible, sur une base comparative et interdisciplinaire une certaine « culture civique » de base, une introduction aux grands problèmes dont dépendait le progrès du pays. M. Ben Salah, alors ministre de l'Education aussi bien du Plan, était d'accord. Le cours pouvait être présenté aux élèves de la dernière année du secondaire ou de la première année universitaire.

Le projet ci-joint n'est qu'une esquise, n'indiquant que de grandes lignes. Il était basé sur le fait que beaucoup de films existaient déjà et il était surtout question de les éviter, sur le fait aussi, que peu d'enseignants étaient capables de traiter convenablement le sujet disparate et complexe, enfin, sur le fait que la série de films pouvait être distribuée dans un grand nombre de pays en voie de développement, sans parler des collèges et universités des Etats-Unis ce qui aurait réduit considérablement le prix de revient. C'était du « tout fait » et du « sur-mesure » à la fois. Chaque pays pouvait modifier et ajouter comme il l'entendait. Une somme de $ 200.000 aurait suffit. Malheureusement, ces fonds n'ont pu être trouvés. Ni les grandes fondations, ni les grands producteurs de films, n'ont pu prendre les risques financiers. J'ai abandonné le projet. A vous de décider s'il a certains mérites.

La deuxième suggestion consiste à regrouper les sciences sociales les plus directement utiles au processus de développement dans une seule faculté qui offrirait une approche interdisciplinaire à la fois aux jeunes étudiants et aux chercheurs plus avancés. Il n'y a en effet

aucune raison d'avoir la sociologie et la géographie sociales attachées à la Faculté de Lettres, alors que l'économie est accrochée au Droit, à son corps défendant. La solution est logique, mais présente des difficultés d'ordre pratique dont nous pourrons discuter. Quelles sciences sociales ? Comment dispenser à la fois spécialisation et interdisciplinarités ? Jusqu'à quel point l'enseignement peut-il être basé sur l'étude des problèmes concerts ? Comment profiter de l'expérience des praticiens et experts du développement ? Comment éviter l'écueil du problème de l'équivalence des diplômes ? Comment marier la théorie et la praxis en un ensemble harmonieux et efficace, où l'université peut jouer à la fois son rôle traditionnel et universel, et son rôle de moteur du progrès en collaboration avec l'Etat ? Comment éviter sa « politisation » tout en lui permettant de suggérer et de critiquer ? Et bien d'autres questions.

Le choix des disciplines sociales est un problème-clef. On ne peut tout y mettre, de la philosophie aux techniques de planification. Mon propre choix, qui inclue l'histoire du développement, l'économie, la sociologie et la politique du développement, ne conviendra certainement pas à beaucoup d'entre vous. Surtout, peut-être la science politique, qui est en fait une sociologie politique. Elle me semble pourtant essentielle pour la formation des citoyens, une meilleure base pour la préparation à l'administration civile que le Droit public, que le système français distribue à doses indigestes. C'est aussi la possibilité de créer une opinion publique avertie, capable d'offrir un dialogue constructif avec le pouvoir, un moyen d'éviter l'aliénation des jeunes intellectuels, un outil pour comprendre les grandes options et pour aider à l'articulation et à l'agrégation des intérêts de différents groupes sociaux. Enfin, la science politique peut aider à comprendre l'importance que doit jouer un système de communications de haut en bas et de bas en haut entre le pouvoir et le citoyen, les élites politiques et les masses, et le rôle tout aussi essentiel joué par la participation aux décisions collectives à tous les niveaux (entreprises, municipalités, régions, nation). Ces besoins de communiquer et de participer sont peut-être à la base de la révolte des étudiant en France et aux Etats-Unis. Sans une multiplication des centres de décision, la démocratie réelle n'existe pas. C'est l'esprit de Proudhon, autant ou plus que celui de Marx, qui explique mai 1968.

En effet, l'Etat est un et indivisible le jacobinisme d'hier qui se justifiait à un moment historique donné mène facilement au despotisme bureaucratique. En Europe Occidentale, il est attaqué à la fois par l'idée régionaliste de décentralisation des pouvoirs et, d'en haut, par l'idée fédérale européenne : l'Europe Unie aujourd'hui peut être le Grand Maghreb demain. Car l'Etat-Nation n'est plus capable de jouer son rôle traditionnel : protection contre les menaces extérieures et développement rapide et efficace. Son rôle affectif (sentiment d'identité collective, dévouement à la chose publique) commence à s'éroder.

Dans les nouveaux Etats-Nations du Tiers-Monde, on comprend fort bien pourquoi il s'agit d'abord de développer le sentiment national qui doit dominer les loyautés au village, au clan ou à la tribu, et

pourquoi l'Etat-Nation est l'unité de développement et de progrès - mais peut-être seulement dans une situation historique temporaire. Car, l'indépendance réelle, économique et culturelle, autant que politique, demandera sans doute des solutions trans-nationales ou supranationales. Quand une corporation capitaliste a un capital supérieur au produit brut de la plupart des Etats où elle s'implante, elle ne peut jouer qu'un rôle néo-colonialiste, c'est-à-dire qu'elle imposera son monopole, absorbera les capitaux locaux, tout en exportant ses profits et, en fait, empêchera l'industrialisation du pays, se contentant d'une semi-industrialisation qui correspond à ses intérêts directs. C'est le cas de l'Amérique latine, sans parler d'autres pays du Tiers-Monde. Il s'agit donc de voir les réalités en face dans le contexte international où les petits pays sous-développés exportateurs de produits alimentaires et miniers sont dans une situation précaire de dépendance, ayant peu de chances de concurrencer les pays industriels des pays développés. C'est un problème économique, si vous voulez. C'est surtout un problème politique qui impose des solutions politiques.

Donnons donc à la science politique la place qui lui revient la première. A elle de former les cadres politiques et administratifs et la conscience civique nécessaire. A elle d'offrir les grandes options. « L'intendance suivra », comme disait De Gaulle et, je crois, Napoléon avant lui. L'intendance, c'est-à-dire l'économie et la planification, les techniques de gestion et autres.

Or, la science politique n'existe sans doute pas à l'Université d'Alger sinon comme appendice du Droit civil et constitutionnel. Elle va commencer à exister à l'Université de Tunis où le Ministre de l'Education, qui est aussi le Doyen de la Faculté de Droit et de Sciences Economiques et Politiques, est en train de l'introduire en formant des enseignants à l'étranger, comme première étape.

Mais, pourquoi coupler politique et droit et laisser la sociologie et la géographie humaine dans une autre faculté ? Je parlais tout à l'heure des obstacles pratiques à une véritable refonte des structures universitaires, copie du modèle français. Un obstacle important est l'équivalence des diplômes. Or, les diplômes français Agrégation en Droit ou Doctorat d'Etat sont un luxe pour les pays sous-développés. Un diplôme comme le Doctorat américain cinq ans d'études supérieures en moyenne, soit un peu plus que le doctorat de 3ème cycle est en mesure de satisfaire les besoins des jeunes nations. Je suggérerai donc l'idée d'un consortium d'Universités d'un certain nombre de pays développés, qui permettrait aux licenciés des sciences sociales des Universités nord-africaines, de continuer leurs études supérieures jusqu'au Doctorat et de revenir comme enseignant et chercheurs à plein titre. Ce serait un moyen de combiner quantité et qualité. Ce serait aussi une ouverture sur le monde, qui profiterait à tous. Un échange de professeurs, de chercheurs et d'étudiants ne peut être que fécond.

Je ne chercherai pas à présenter un programme. Mais notre commission pourrait peut-être s'y appliquer. En gros, je verrai une spécialisation progressive qui laisserait la possibilité d'un enrichissement

pluridisciplinaire. Mais, qu'il y ait une base commune, une culture générale axée sur les problèmes de développement qui précède la spécialisation. Les cadres supérieurs, les savants et les experts, les chercheurs et les professeurs de demain, n'en seront que plus compétents.

October 30, 1968

## PROBLEMS OF DEVELOPMENT

Part I — *The History of Development*

1 — *Introduction*

What is development ? The explosion of knowledge : science, technology and the modern outiook. Interdependence of economic, social, and political aspects of modernization.

2. — *The development of Western Europe* (18th and 19th century)

The case of 18th century Britain. Factors behind the technological revolution. A comparison of Britain, France, and Germany in the 19th century.

3. — *The development of the Western Hemisphere*

The economic growth of the United States (and of 19th and carly 20th century). Comparison with slower development in Latin America.

4. — *The developement of Japan and the Soviet Union : a comparison*

5.-6. — *Cases of partial developement*

Turkey and Iran. Central America in the 20th century. The colonial impact in Asie and Africa ; stimulus and brake.

Part. II — *The Economics of Development*

1. — *Characteristics of traditional and modern economics*

The goal of self sustaining growth. How to pass from susbistence to market economy ?

2. — *The technological and humain conditions for rapid growth*

The infrastructure. Rationalization of production and distribution (a modern plant in operation). How is technology transferred ? The humain being as the key variable ; obstacles to higher productivity.

3. — *Problems of capital formation*

Savings and investment. Incentives. Domestic and foreingn credit. The role of foreign aid.

4. — *Problems of markets (domestic and foreign)*

Transportation ; rationalization and commercialization of products. Competition and costs. International trade and common markets.

5. — *Economics of population growth*

The demographic dilenma. The possible remedies.

6. — *Problems of indusrial growth*

Material and humain obstacles to rapid industrialization. The impact of new industries. What types of industries for optimum development ?

7. — *Problems of agricultural development*

Obstacles to innovations ; the land tenure sytems. Eeperiments in new agrarian structures : state farms, cooperatives of production and of services, community development.

8. — *The coexistence of the modern and traditional sectors*

Imbalances and impeciments to modernization. Theories of balanced growth.

9. — *Problems of distribution*

The role of commerce. Extension of the tertiary activities. Private, cooperative and public sectors of distribution.

10. — *The role of the State in development*

Infrastructure ; capital formation ; distribution of the national income ; services. Strategies of economis development.

11. — *Economis planning*

Functions and problems. Philosophies and techniques of planning. The non-economis targets.

Part. III — *Sociology of Modernization*

1.-2. — *Characteristics of the traditional and modern societies*

Structures and values (tribal patterns ; village life on four continents : the common denominators ; a modern city).

3. — *The hold of tradition*

Factors making for immobility ; ratio of population to resources ; patterns of behavior ; social and mental structures.

4. — *Factors making for innovation*

The Western impact ; the new elite ; urbanization, communications, administration, education. Thier consequences on social and psychic mobility ; on social hierarchy ; on voluntary associations ; on skills, attitudes and values.

5. — *The agencies of socialization*

The role of family, schools, mass communication media, new social structures (large scale productive units ; professionnal and cultural associations, cooperatives, army...).

6.-7. — *Tensions between tradition and innovation*

Cultural conflicts ; desiquilibria and gaps (between generations, between city and councryside, between occupational groups).

8.-9. — *Problem of speed and scone of change*

Timing, acculturation and accommodation. Use of traditional values to forward change (e.g. Japan ; Buganda ; Ibos).

10. — *The special function of education*

Impact, costs and limitations. Educational targets in plans.

11. — *Interdependence of the economis and social factors of development*

The restructuration of society in its economis, social and behavioral aspects ; a see-saw process ; a planned operation.

Part. IV. — *The Politics of Modernization*

1.-2. — *Characteristics of traditional and modern politics*

Political structures and political cultures. The Nation-States as the political unit of modernization.

3. — *The functions of the modern political system*

Input and output functions. The conditions of political modernity.

4.-5. — *Nation building*

The poblem of national indentity. Loyalty to the state vs. communal loyalties. Ethnocentric forces (cases of Soudan, Nigeria, Ceylan).

6. — *Factors making for national integration*

Administration, communications, education, political parties... The political role of the Western educated elite.

7. — *The gap elite masses*

The new proletariat. Problem of political communication. The agencies of political socialization and mobilization.

8.-9. — *Conditions for legitimacy and consensus*

The problem of stability and change. The role of leader-ship, of ideologies, of strategies, of development. Interests, aggregation. Political recruitment.

10. — *The problem of citizens- participation in decision-marking*

Interests articulation. The mass party ; local self-government.

11.-12. — *Types of political systems in the developing world*

Thier characteristics and the factors of differentiation. Petterns of possible evolution.

*C O N C L U S I O N*

1. — *Relationship between the economic, social and political factors of development :*

The primacy of politics.

2.-3. — *The international environment*

Transnational systems and international organizations. Development as a world problem.